

## **Andrea Stauffacher réagi à l'ultimatum**

Du 30 juin au 6 juillet, Andrea Stauffacher et Marco Camenisch menaient une grève de la faim en solidarité et dans le cadre des journées internationales d'action pour Georges Ibrahim Abdallah (communiste libanais qui se est détenu depuis près de trente ans maintenant).

Le quatrième jour, Andréa s'est vue imposer un ultimatum par le *Amt für Justizvollzug*: elle pouvait soit se distancier clairement de la grève de la faim dans une note soit être transférée dans une autre prison. Après cela, elle fut envoyée à la Bezirksgefängnis Zurich et re transférée à Winterthur le mercredi 10 juillet. La distanciation explicite et écrite par rapport à la grève de la faim aurait non seulement signifié la faim de la grève elle-même, mais aussi une distanciation politique. C'est là que l'on constate le caractère de classe de la justice suisse qui réprime explicitement les initiatives politiques des prisonniers.

En réaction à cet ultimatum, Andi a ajouté un jour à sa grève de la faim après l'expiration des sept jours. Sa déclaration distincte est rendue publique dans le texte joint. On constate une situation similaire avec Mehmet Ergezen. Il est en grève de la faim depuis ce lundi 8 juillet pour protester contre la brutalité et l'inhumanité à l'égard des immigrés. Mehmet est au centre d'asile de Rheineck (St. Gallen), lequel est géré par le ABS AG. Dans sa déclaration de grève de la faim, il décrit les conditions du centre comme étant semblables à des conditions carcérales. En réaction à cette grève de la faim, le ABS AG a publié un ultimatum similaire à celui de l'Amt für Justizvollzug: soit il met fin à sa grève et l'attention médiatique autour de son affaire cesse ou des accusations criminelles lui seront assignées.

Ces attaques politiques doivent réprimer et empêcher les mesures d'action que peuvent initier les prisonniers. Les divers faux prétextes et argumentations d'obligations des soins se révèlent hypocrites étant donné que les mesures prises ne signifient qu'un changement pour empirer les situation des grévistes de la faim.

Secours Rouge de Suisse, 12 juillet 2013

'Pas de distanciation au sein de la guerre de classe' - à l'intérieur et à l'extérieur des prisons

Déclaration additionnelle à la grève de la faim du 30 juin au 7 juillet

Au milieu d'une grève de la faim internationale et collective - comme acte de solidarité avec Georges Ibrahim Abdallah - le 'Sonderdienst des Amtes für Straf - une Massnahmenvollzug Zürich' a publié un ultimatum (citation directe): dans les 24 heures, une déclaration écrite claire de distanciation par rapport à la grève de la faim doit être envoyée au département - si la grève de la faim devait se poursuivre, il y aurait un transfert immédiat, ce qui signifie une détérioration des conditions de détention jusqu'à la fin de la peine. Plus tard, ils ont utilisé le terme 'accomplissement du devoir de soins de l'état' - au plus près et au plus contrôlées sont les conditions, au plus ils peuvent garantir le matériel médical, etc. Pour faire court: je suis restée dans une cellule de détention provisoire pour le reste de la grève de la faim et j'ai dû attendre pour un médecin pendant deux jours, lequel a ensuite affirmé que j'étais en très bonne forme. Grâce à l'intervention d'un avocat, qui les a informé du droit des prisonniers à se mettre en grève de la faim, j'ai été re-transférée à Winterthur. La menace d'un transfert immédiat et permanent dans une prison avec un régime plus strict demeure! La distanciation publique vis à vis de la grève

demandée en définitive n'avait rien à voir avec des raisons médicales mais plutôt politiques. Il s'agit d'une attaque contre l'identité politique des prisonniers, nonobstant leur orientation révolutionnaire.

Un bref regard à l'histoire de la lutte de classe, des combats de libération et des luttes révolutionnaires montre qu'il y a différent niveau de répression: la répression ouverte, directe, militaire ou de la police et la répression politique, qui vise à attaquer le mouvement à son coeur et à déclencher un processus d'incertitude et de démoralisation pour finalement diviser et détruire. Non seulement en Italie, le mouvement a été confronté à différents projets des services de renseignement qui avaient la même stratégie dans un moment de faiblesse: distanciation, jurer de renoncer jusqu'à la trahison... des actes tels que défini par et en faveur de la répression de l'état. Cela contourne une ligne de démarcation lorsque - au mieux d'une de nos actions (de multiples prisonniers de Grèce, du Maroc, d'Italie, d'Allemagne) et d'autres formes d'actions à l'extérieur (pays arabes, Canada, Belgique, Italie, Allemagne, France et Suisse) est effectué une distanciation et un retrait de la grève de la faim en faveur de l'état. Ulrike Meinhof a dit avec justesse: 'Briser la résistance revient au même que de détruire la santé de la personne qui résiste'.

Avec le jour supplémentaire de grève de la faim le 7 juillet, j'ai réagi à l'ultimatum entre les mains du 'devoir de soin de l'état' au BGZ avec cette déclaration indépendante:

Pas de distanciation!

Solidarité de classe collective au lieu de devoir de soin de l'état!  
Construire la solidarité - Prendre notre revanche sur le capitalisme!

BGZ, 8 juillet 2013  
Andi Stauffacher